Le pouvoir aux travailleurs

08 Octobre 2016

N° 226

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- NOUVELLE CONSTITUTION OU PAS, LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE …… 2 - 3
- CARBURANT TOXIQUE EN AFRIQUE : LE CAPITALISME TUE ! …… 4 - 5
- CAMPAGNE CONTRE LES MÉDICAMENTS DE LA RUE : C'EST LA PAUVRETÉ QUI TUE ! …… 5 - 6
- LE BRAS DE FER CONTINUE ENTRE LA MINISTRE ET LES INSTITUTEURS …… 6
- UNIVERSITÉ DE COCODY, LES ENSEIGNANTS REMPORTENT UNE VICTOIRE …… 7
- DES HABITANTS D'ALEPÉ SE MOBILISENT POUR L'APPLICATION DE LA RÉDUCTION DU TARIF DU TRANSPORT …… 8
- ACCIDENTS DE TRAVAIL : C'EST AUX TRAVAILLEURS D'EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL 9
- TGCC, (CHANTIER SEEN PLATEAU) : UN ACCIDENT DE PLUS QUI PROVOQUE LA GROGNE DES TRAVAILLEURS …… 9 - 10
- ÉTHIOPIE : UN POUVOIR CENTRAL MIS À MAL PAR UNE CONTESTATION QUI NE FAIBLIT PAS…… 11 -12 - 13

E d i t o r i a l

NOUVELLE CONSTITUTION OU PAS, LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE

La population est appelée à voter pour une nouvelle Constitution. Celle-ci est présentée par Ouattara (avec l'appui de Bédié) comme l'alpha et l'oméga de la «*Nouvelle Côte d'Ivoire* ». Comme nouveauté, il y aura un poste de vice président qui assurera la présidence par intérim en cas de vacance de pouvoir ; il y aura également un Sénat dont le tiers des membres sera désigné directement par le président. A côté de ce Sénat est prévue une « *Chambre des rois* » où siègeront des roitelets locaux traditionnels. Autant de postes seront créés pour gaver le camp présidentiel et éventuellement pour acheter quelques « *opposants* » afin qu'ils puissent gesticuler et parader pour faire croire que la Côte d'Ivoire est une démocratie.

Il n'y a, parait-il, pas d'argent pour arranger les quartiers insalubres où habitent les pauvres (quand ils ne les détruisent pas à coups de bulldozer), mais il y en a assez pour engraisser quelques parasites de plus !

L'âge limite de 75 ans pour se présenter à l'élection présidentielle a été supprimé. Or Ouattara a actuellement 74 ans ; c'est ce qui fait dire à Pascal Affi N'Guessan, l'ancien Premier ministre de Laurent Gbagbo, que « … *ce point de la Constitution a été écrit pour que M. Ouattara puisse se représenter en 2020* » ; de même que, toujours selon le même Affi N'Gussan, le poste de vice-président « *a été créé pour Henri Konan Bédié* ».

Personne ne connaît *« les intentions cachées* » de Ouattara. Ce qui est sûr, c'est qu'il est un politicien comme tant d'autres dans ce pays, qui ne fait rien sans rien. Il est capable de tripatouiller la Constitution

pour assouvir ses ambitions de pouvoir et en même temps favoriser son entourage. Il n'est pas le premier à l'avoir fait. On se souvient qu'en 2000, feu Robert Guéi a pratiqué le même genre d'opération de tripatouillage pour écarter Bédié et Ouattara de la course à la mangeoire, mais il a été mal inspiré puisqu'un quatrième crocodile lui a finalement ravi la place : la marre était trop petite pour autant de reptiles affamés !

Selon Ouattara cette nouvelle Constitution (où il a ôté une partie des anciennes conditions requises pour valider une candidature à la présidence) mettra fin à toute forme de division et de discrimination entre les ethnies et permettra d'«*assurer la paix et la prospérité à la Côte d'Ivoire pour les années à venir* ». Non, cette nouvelle constitution ne préservera pas la population, pas plus que dans le passé, du poison de la xénophobie et de la haine interethnique que ces politiciens sont capables de semer dans leur course à la mangeoire ! Elle n'empêchera pas des bandes de milices de se constituer pour commettre des tueries, semblables à celles que nous avons déjà vues dans un passé récent !

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser berner par le discours mielleux de Ouattara tout comme ils doivent se méfier des politiciens de l'opposition qui nous disent qu'il ne faut pas toucher à la Constitution. Que celle-ci soit modifiée ou pas cela ne changera pas le sort des travailleurs, ni dans un sens ni dans un autre. La seule chose sur laquelle les travailleurs peuvent compter pour améliorer leurs conditions d'existence, c'est leur propre mobilisation. Leur nombre et leur place dans le fonctionnement de l'économie de ce pays est le seul atout sur lequel ils peuvent compter pour imposer leur droit à une vie digne et décente. C'est la conscience de leur force et du rôle qu'ils peuvent jouer dans la transformation de la société qui leur fait actuellement défaut.

L E U R S O C I E T E

CARBURANT TOXIQUE EN AFRIQUE : LE CAPITALISME TUE !

Une ONG suisse dénommée « *Public Eye* » (l'œil public), a dénoncé récemment dans un rapport intitulé "*Diesel sale*" la vente en Afrique de carburant à haute teneur en soufre par des sociétés suisses. Ce carburant a une teneur en soufre entre 1000 et 2000 fois plus élevée qu'en Europe, mettant gravement en péril la santé des populations exposées aux particules fines et à d'autres substances chimiques hautement cancérigènes.

Huit pays africains sont concernés par ce rapport : Angola, Bénin, Congo, Ghana, Mali, Sénégal, Zambie et la Côte d'Ivoire. Pour établir son rapport, cette ONG a effectué des prélèvements dans des stations essence de ces pays détenues ou alimentées par ces maîtres du négoce pétrolier, comme Trafigura, Vitol ou Oryx pendant trois ans. C'est ainsi qu'après analyse, elle a découvert la haute teneur en produits toxiques. Pour augmenter leurs profits, les sociétés de négoces effectuent des mélanges avec des produits toxiques particulièrement nocifs pour l'environnement et pour la santé des populations. Ils ont même un nom péjoratif pour qualifier ces produits pétroliers : « *qualité africaine* ». Ces produits toxiques sont écoulés en Afrique, considéré comme une poubelle.

Lorsque ce scandale a éclaté, les responsables de ces entreprises ont argué de façon cynique que ces carburants sont certes interdits dans les pays développés, mais la vente est encore légale en Afrique. C'est donc en connaissance de cause que ces marchands de mort empoisonnent les populations africaines. Ils se moquent éperdument des effets de leurs déchets sur la santé des populations et sur l'environnement, d' autant plus qu'ils savent qu'ils ne seront pas inquiétés.

Le gouvernement ivoirien est bien au courant de l'existence des carburants sales dans le pays, mais au lieu de les interdire et de poursuivre en justice les empoisonneurs, il s'en lave plutôt les mains en affirmant que « *la Côte d'ivoire n'est pas concernée* » par ce carburant « *qualité Afrique* ».

Comment les croire alors que le rapport a épinglé Oryx ou Trafigura qui ont pignon sur rue en Côte d'Ivoire. Et, ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une entreprise comme Trafigura s'illustre dans ce genre d'affaires sordides. On se souvient du bateau « *Probo Koala* » (affrété par Trafigura) et des 540 000 litres de déchets hautement toxiques déversés en 2006 dans la ville d'Abidjan par cette entreprise. Cela avait occasionné officiellement 17 morts sans compter tous ceux qui avaient été intoxiqués.

L E U R S O C I E T E

Récemment c'est à Puma Energie, une filiale de cette même multinationale, que ce gouvernement a cédé une grande partie de la Pétroci. Cette entreprise dispose de nombreuses stations à travers le pays.

Tout ceci nous montre à quel point nos autorités sont complices de ces empoisonneurs.

CAMPAGNE CONTRE LES MÉDICAMENTS DE LA RUE : C'EST LA PAUVRETÉ QUI TUE !

Une campagne contre les médicaments dans la rue lancée par le ministère de la Santé bat son plein actuellement. Dans les rues d'Abidjan, ce sont des caravanes motorisés qui sensibilisent les populations sur les dangers des médicaments de la rue et de l'automédication. Il y a aussi des affiches publicitaires sur lesquels il est écrit par exemple : « *médicament de la rue, c'est la mort dans la rue* » ou encore « *n'achète pas tes médicaments dans la rue, va à la pharmacie*». Tout est dit comme si les gens pauvres qui ont recours à l'automédication et à ces médicaments dit de la rue ont le choix, et qu'ils sont fous pour choisir délibérément de se soigner dans les rues plutôt que de se rendre à l'hôpital ou d'aller à la pharmacie. Nos autorités étalent là toute leur hypocrisie. Elles savent bien que toutes ces publicités n'auront pas une grande incidence sur le terrain tant que la misère ne va cesser de croitre au sein des classes populaires. Ces campagnes publicitaires servent tout au plus à justifier des budgets et rien d'autre.

Ces autorités sont les mieux placés pour savoir le niveau d'appauvrissement des classes populaires. Mais c'est avec leur aval que les prix des médicaments ne cessent de grimper. Aussi, il n'est un secret pour personne que les soins coûtent cher même dans les hôpitaux publics. Pour soigner un simple paludisme, un ouvrier travaillant à la zone industrielle de Yopougon, par exemple, peut y laisser carrément son salaire d'une quinzaine.

Dans la plupart des entreprises, avec la généralisation du système de journalier, rares sont les travailleurs qui bénéficient d'une couverture maladie. Les soins sont à la charge du travailleur. Dans ces conditions, lorsque l'ouvrier tombe malade, c'est à lui de prendre en charge ses soins ainsi que les jours qu'il passe à se soigner où il n'est pas payé. Qu'est ce qui se passe alors ? Il prend un « *toupaille* » acheté dans la rue mélangé à du tonique ou un « jaune amer » dans un koutoukoudrome et il retourne travailler.

L E U R S O C I E T E

Instaurer la gratuité des soins, obliger les patrons à prendre en charge les soins des travailleurs, obliger les entreprises pharmaceutiques à baisser les prix des médicaments, voici des actions qui seront mille fois plus efficaces que des campagnes publicitaires à tout vent. Mais pour ça, ce n'est pas sur le gouvernant qu'il faut compter.

LE BRAS DE FER CONTINUE ENTRE LA MINISTRE ET LES INSTITUTEURS

Cette année, le ministère de l'éducation nationale a décidé que les mercredis matin il y aurait désormais cours. Cette mesure viserait à mettre aux ''normes internationales'' les horaires des cours et ainsi, soi-disant, améliorer le niveau des écoliers. Mais cette augmentation du volume des horaire de travail est obligatoire et sans compensation pour l'enseignant.

Depuis la rentrée des classes en septembre, instituteurs et ministre ont donc engagé un bras de fer dont chaque mercredi nous offre un nouvel épisode. Cela a même donné lieu à une prise de bec entre Mesmin Komoé, leader du MIDD (syndicat majoritaire de l'enseignement primaire) et Kandia Camara, la ministre de tutelle. Le MIDD a demandé à la ministre de retirer sa décision sinon il y répondrait pas ''une grève sauvage et illimitée''. La ministre a averti que dans ce cas sa ''riposte serait sauvage et inoubliable''.

Les enseignants qui suivent le mot d'ordre de grève en font déjà les frais des attaques de la ministre qui a commencé à mettre sa menace à exécution. Selon le MIDD qui a tenu une réunion le 5 octobre dernier, déjà 47 de leurs collègues seraient sous l'effet des sanctions.

Les enseignants du primaire ont raison d'engager la lutte. Si le gouvernement veut faire des reformes sur leur dos, ils ont bien leur mot à dire. D'autant plus que leurs salaires sont dérisoires au vu de la cherté de la vie.

Cette nouvelle décision de scolariser les enfants le mercredi, même si elle est appliquée, n'aurait certainement pas l'effet escompté. Les classes dans les zones urbaines sont bondées et manquent du minimum didactique : planches, cartes, maquettes, bibliothèques, etc. Dans les zones rurales les enseignants sont en nombre insuffisant et les écoles sont encore plus mal équipées. Les enfants doivent souvent effectuer de longue distance pour aller au cours. Avec la paupérisation grandissante des populations, les cantines scolaires sont d'une plus grande nécessité. Mais tout cela coûte de l'argent. Or, le gouvernement préfère se dédouaner sans frais sur le dos des instituteurs.

L E U R S O C I E T E

UNIVERSITÉ DE COCODY, LES ENSEIGNANTS REMPORTENT UNE VICTOIRE

Les cours ont repris à l'université de Cocody le 07 octobre après 72 heures d'interruption. Les enseignants avaient entamé un mouvement de grève pour réclamer le paiement des heures complémentaires (Hc) de l'année 2014-2015, d'un montant de 3 milliards de Francs CFA, ainsi que le paiement des primes de recherche du 3ème trimestre 2015 d'un montant de 1,2 milliard de Francs CFA. Ils ont eu gain de cause après trois jours d'arrêt des cours.

Le gouvernement se comporte comme tous les patrons. Quand il s'agit de mettre la main à la poche, pour satisfaire aux revendications légitimes des travailleurs, ils ont toujours besoin qu'on leur force la main.

BAVURE POLICIÈRE À KATIOLA : QUAND HAMED BAKAYOKO JOUE LA COMÉDIE

Dans la journée du lundi 4 octobre il y a eu des affrontements entre forces de l'ordre et les habitants de Katiola, localité situé à 45 km de Bouaké, suite à l'assassinat d'un jeune homme par un policier.

Face au ras-le-bol des populations, le ministre de l'Intérieur a voulu jouer les pompiers pour calmer les esprits. Il a déclaré que : « *tous ceux qui ont commis des actes, seront traduits devant le tribunal militaire* … ». Il a par ailleurs dit que les policiers retourneraient encore à l'école pour mieux être formés.

C'est comme si ce ministre découvrait seulement maintenant que les forces armées ont la gâchette facile, quand il s'agit des populations pauvres. Le 14 août dernier, un policier a assassiné un chauffeur de gbaka (minicar) à bout portant à Adjamé Liberté, pour une affaire de monnaie. Une vidéo sur le net montrant un policier exécutant un civil désarmé et maitrisé avait fait scandale dans la même période.

Les abus commis par les corps habillés sont quasi quotidiens et ce n'est pas par manque de formation. Les forces de l'ordre sont au contraire choisies et formées pour se comporter comme des brutes envers la population pauvre. Leur rôle c'est d'être des chiens de garde des riches. Les travailleurs, qui lors d'une grève ont déjà eu en face d'eux ces forces de l'ordre, le savent bien.

Le ministre peut faire semblant de jouer les innocents. Quand on apprend à mordre à un chien, on ne doit pas être surpris des blessures qu'il inflige quand il est lâché dans la population.

L E U R S O C I E T E

DES HABITANTS D'ALEPÉ SE MOBILISENT POUR L'APPLICATION DE LA RÉDUCTION DU TARIF DU TRANSPORT

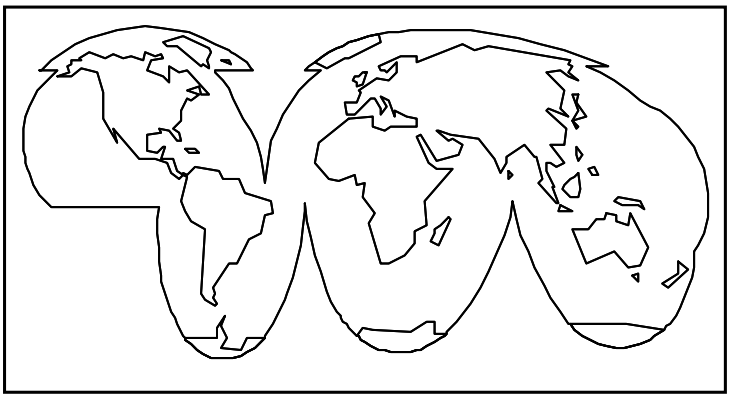
La population d'Alepé s'est mobilisée contre le non-respect de la réduction du transport que le gouvernement avait annoncé pour début juillet. Après des pourparlers infructueux avec les transporteurs, le mouvement de protestation a débuté lundi 03 septembre. Dès le matin des troncs d'arbre ont été posés à la lisière du village d'Ahoutoué, porte d'entrée de la région d'Alépé, dans le but de contraindre les transporteurs qui assurent la ligne Abidjan-Alépé de ramener le tarif à 500F au lieu des 1000F qu'ils continuent d'appliquer malgré la réduction officielle des tarifs sur le plan national. Des sentinelles armées de gourdins, refoulaient tous les véhicules de transport en commun en provenance d'Abidjan. De même que dans la ville d'Alépé, aucun car ou minicar n'était autorisé à sortir.

En réaction, le mercredi 05 octobre, le barrage d'Ahoutoué a fait l'objet d'une attaque de la part d'individus armés de machettes, de couteaux et d'armes à feu, venus à bord de deux gbaka. Les populations ont réussi à les faire fuir.

Ces assaillants sont des individus appelés communément des « *syndicalistes* ». En réalité, ce sont des bras armés des mafias. Ils rackettent les chauffeurs pour le compte de leurs commanditaires, mais aussi pour les compte des policiers et des gendarmes qui touchent eux aussi leur part du butin de cette manière depuis qu'ils ne peuvent plus, comme par le passé, racketter directement les chauffeurs.

L'exemple de la mobilisation des habitants d'Alépé pourrait donner des idées aux habitants d'autres villes et quartiers, pas seulement dans le domaine du transport mais aussi dans bien d'autres domaines comme la santé, l'école, le logement, l'accès à l'eau potable, le ramassage d'ordures, l'entretien des routes, etc.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ACCIDENTS DE TRAVAIL : C'EST AUX TRAVAILLEURS D'EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Un accident grave a causé la mort d'un travailleur à Sotaci, une entreprise de métallurgie basée dans la zone industrielle de Yopougon. Ce travailleur a reçu une botte de fer à béton droit sur la tête alors qu'il travaillait. Il en est décédé sur le coup. Cet énième accident de travail vient remettre à l'ordre du jour le problème de sécurité sur les lieux de travail. Dans cette entreprise, les travailleurs sont exposés aux produits chimiques qui servent à traiter les métaux, à la chaleur, à la fumée etc. Le matériel de protection n'est pas toujours adéquat. Tout ceci a un impact sur la santé.

La situation dans cette entreprise n'est pas un cas isolé. A Gandour par exemple, les travailleurs journaliers n'ont même pas droit à une simple blouse de travail, ni à un masque de protection. A Darling, les travailleurs n'ont que des gilets en lieu et place des bleus de travail. Combien d'entreprise disposent d'une infirmerie équipée en médicaments. Que dire, alors, de la couverture médicale ?

C'est une situation scandaleuse que vivent les travailleurs. Les patrons attendent peut-être une réaction collective des travailleurs de cette zone industrielle pour exiger de meilleures conditions de travail, avant de s'exécuter.

TGCC, (CHANTIER SEEN PLATEAU) : UN ACCIDENT DE PLUS QUI PROVOQUE LA GROGNE DES TRAVAILLEURS

TGCC est une entreprise Marocaine qui exerce dans le secteur du bâtiment et travaux publics en Côte d'Ivoire. Actuellement, elle a deux chantiers dans la commune de Plateau. Sur ces chantiers, par manque de mesures de sécurité, il y a régulièrement des accidents de travail. Malgré cela, la direction ne s'est jamais préoccupée de prévenir ces accidents. En plus, elle ne prend pas soin des travailleurs accidentés. C'est cette négligence et ce mépris qui ont provoqué la colère des travailleurs lors d'un accident qui s'est produit dans la dernière semaine du mois de septembre.

Un échafaudage de fortune s'était écroulé sur deux manœuvres qui étaient entrain de travailler au sous-sol de l'immeuble en construction. L'un des deux a été grièvement blessé.

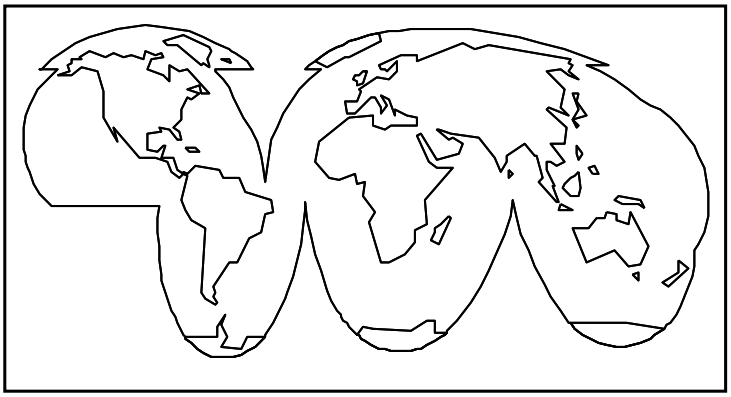
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Tous les chefs avaient disparu du chantier, laissant le travailleur dans un piteux état et agonisant. Ce sont alors ses collègues qui ont fait appel aux sapeurs-pompiers. Quand ces derniers sont arrivés, il n'y avait personne pour prendre les responsabilités pour les frais du transfert du blessé à l'hôpital. Il a fallu que les travailleurs se montrent menaçants avant qu'un responsable ne revienne du second chantier situé à environ 500 mètres, où ils s'étaient tous enfuis. Mais le calvaire du travailleur accidenté n'est pas terminé. Il a été déposé au CHU de Treichville sans recevoir les soins, puisque la direction n'a pas laissé l'argent des frais d'hôpitaux. C'est, encore une fois, quand ses collègues ont menacé d'arrêter le chantier que la direction a envoyé quelqu'un pour payer les frais.

Pour le moment, la direction continue de payer les ordonnances. Mais elle ne verse pas le salaire du travailleur accidenté. D'ailleurs, c'est le cas de tous ceux qui ont déjà été victimes d'accidents de travail dans cette entreprise. D'ailleurs, aucun d'eux n'ont même eu droit aux soins adéquats.

Suite à cet accident, les travailleurs ont commencé à s'organiser pour que ce genre de situation ne se produise plus. Ils ont vu que sans une solidarité active, individuellement ils ne sont rien face à leur exploiteur. Ils ont décidé de rester mobilisés et ont déposé à la direction une liste de revendications dénonçant toutes les mauvaises conditions de travail qu'ils subissent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

ÉTHIOPIE : UN POUVOIR CENTRAL MIS À MAL PAR UNE CONTESTATION QUI NE FAIBLIT PAS

Le dimanche 2 octobre, c'était la grande fête traditionnelle Oromo, « *Ireecha* », qui se tient chaque année à Bishoftu à 45 km au sud d'Addis-Abeba. Elle rassemble généralement des millions de personnes. A cette période où, dans les grandes villes Oromo et Amhara, les populations subissent la répression car elles protestent contre le pouvoir, il est évident que les gens n'ont pas voulu entendre à cette occasion les discours hypocrites de dirigeants favorables au gouvernement. Comme il fallait s'y attendre, ils se sont fait huer et les slogans contre le régime dirigé par Haile Mariam Dessalegn ont été largement entonnés par la foule.

Les forces de l'ordre sont intervenues violemment lorsque la foule a voulu s'emparer de la tribune officielle. Des hélicoptères ont lancé des gaz lacrymogènes. Cela a déclenché une grande bousculade provoquant la mort de dizaines de personnes. Peut-être des centaines, on ne saura jamais les chiffres exacts.

Trois jours après cet évènement tragique, le 5 octobre, il y a eu aussi des manifestations dans la capitale, Addis-Abeba où une ressortissante américaine a été tuée par un jet de pierre. Dans l'Oromia c'est une firme néerlandaise qui a été visée. D'autre part, une usine textile turque et une cimenterie nigériane, toutes deux implantées sur des terres confisquées aux paysans locaux, ont été saccagées et incendiées par des groupes de plusieurs centaines de personnes.

Le pouvoir central éthiopien est confronté à une grave crise politique. Depuis un an, il y a des manifestations de mécontentement dans toutes les grandes villes de la région Oromia. Les populations protestent contre le manque de démocratie dans le système fédéral en vigueur dans ce pays. Le mécontentement contre le régime est d'autant plus profond qu'il s'appuie sur une spoliation de terres agricoles dont sont victimes les paysans. En effet depuis la nouvelle constitution de 1995, toutes les terres du pays sont sensées appartenir à l'État et les propriétaires sont considérés dorénavant comme de simples locataires. Les Oromo sont plus de 30 millions et représentent un tiers de la population éthiopienne. Pour eux, peuple éleveur et agricole vivant sur une grande partie du pays, cette décision est inacceptable, d'autant plus que l'État vend les terres accaparées aux capitalistes nationaux et internationaux. Ce sont des millions d'hectares qui sont ainsi vendus pour être transformés en cultures industrielles.

En novembre 2015, le gouvernement voulait confisquer des terres Oromo autour d'Addis-Abeba sous prétexte d'agrandir la capitale. En réalité, il voulait les vendre aux capitalistes pour diverses activités. La population a

protesté fermement pendant plusieurs semaines. Et finalement le gouvernement a reculé. Depuis, les manifestants n'ont pas lâché prise.

Même si pour l'instant, c'est dans la population oromo que l'hostilité contre la confiscation de terre est la plus visible, elle concerne néanmoins l'ensemble de la paysannerie de ce pays. Déjà au mois d'Août, la population Amhara a commencé à protester contre le même type de spoliation qui lui est infligée. Du coup, la protestation au sein de la population Oromo a repris de la vigueur. Les événements tragiques au cours de la récente fête d'Ireecha n'ont fait que rajouter de l'huile sur le feu.

A ce sentiment de spoliation s'ajoutent les effets de la crise économique, la même crise qui frappe de nombreux pays depuis 2008. L'ensemble de la population subit l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Le pain, le riz, la farine de mil sont trop chers par rapport aux modestes revenus des petites gens, plus particulièrement des travailleurs dont les salaires ne suffisent pas à payer la nourriture et le loyer.

Les classes pauvres sont chassées loin du centre-ville d'Addis-Abeba par les autorités pour permettre aux grandes sociétés immobilières de construire des ensembles modernes pour satisfaire l'appétit grandissant de la bourgeoisie locale dont les affaires vont plutôt bien malgré la crise. Le gouvernement a fait construire des lignes de tramway traversant la capitale de part en part, mais le prix du transport est inabordable pour les travailleurs. Ceux-ci sont contraints de marcher pour économiser l'argent du transport.

Le gouvernement éthiopien se vante d'avoir réalisé un taux de croissance économique supérieur à 10% lors de la dernière décennie mais ce sont les classes aisées qui en ont le plus profité. Les jeunes des classes populaires ne voient pas d'avenir dans le pays. Pour la plupart, ils sont en chômage, condamnés à faire des petits boulots ou être à la charge des parents. Leur rêve, c'est de quitter le pays par tous les moyens. Ceux qui ont du travail, l'ont par des relations.

Dans ces circonstances, le fait que l'essentiel du pouvoir soit détenu par des ressortissants de l'ethnie minoritaire des Tigréens (6% de la population totale du pays) est ressenti par les autres composantes ethniques comme une injustice de plus en plus insupportable. C'est sur ce sentiment d'oppression à caractère ethnique que tentent de surfer depuis plus de 20 ans les politiciens d'organisations nationalistes comme le FLO (Front de Libération Oromo, basé en Erythrée) afin de canaliser le mécontentement populaire en leur faveur. Du coup, le pouvoir central accuse tous ceux qui s'opposent à sa politique d'être manipulés par des « *sécessionnistes*».

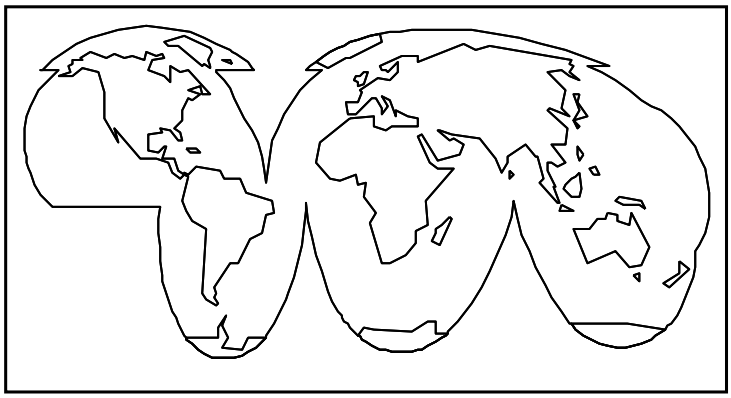
Comment va évoluer cette crise politique dans les prochains jours ? Le pouvoir central prépare-t-il un bain de sang pour écraser le mouvement de contestation ? Des galonnés de l'armée éthiopienne ne seront-ils pas

tentés de profiter de la situation pour s'emparer du pouvoir comme ils l'ont déjà fait dans le passé sous le règne de Sélassié ? L'Etat central sera-t-il capable de maintenir l'unité du pays malgré les forces qui agissent dans le sens opposé ?

Ce pays apparaissait jusqu'ici aux yeux des grandes puissances comme stable. Elles pouvaient compter sur ses dirigeants pour faire le sale travail de gendarme du maintient de l'ordre impérialiste dans cette région, notamment en combattant les groupes armés terroristes dans la Corne de l'Afrique. Mais ce qui se passe ces jours-ci dévoile la fragilité de la dictature qui règne dans ce pays.

L'absence d'une organisation politique propre à la classe ouvrière dans ce pays de plus de 92 millions d'habitants est un lourd handicap pour l'ensemble des travailleurs. C'est une nécessité vitale pour faire entendre un autre son de cloche, une politique de classe pour l'ensemble des exploités, par-delà les clivages ethniques et régionaux. On ne peut qu'espérer qu'en cette période d'agitation politique naisse au sein de la jeunesse ouvrière et intellectuelle un petit noyau de militants pour s'atteler à cette tâche. C'est le seul espoir pour que la révolte populaire ne soit pas dévoyée par des ennemis des exploités et des opprimés, déguisés en faux-amis.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.